

# Journal de Roubaix

## Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région



**BUREAUX**  
Roubaix - 42-71, Grande Rue, Tél. 211.21.22 et 211.23  
Tourcoing - 51, rue de la République, Tél. 211.21  
Lille - 1, rue de la République, Tél. 211.21  
Paris - 21, boulevard de la Chapelle, Tél. 211.21  
Boulogne - 101, rue de la République, Tél. 211.21  
**AGENTS DIRECTEURS**  
Jean Robson  
Clyde Robson  
Hélène Alyce Robson

### A LYON

## LA FRANCE, DIT M. DALADIER, ne laissera pas la force devenir l'arbitre de tous les rapports humains

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL AFFIRME L'UNION DES FRANÇAIS**

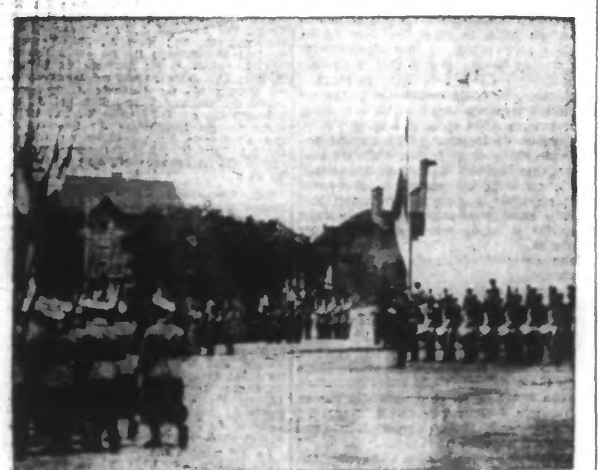
La France reste un des derniers foyers de l'antique idéal de liberté et de dignité humaine sur lequel se fonde la civilisation. Nous comptons sur la modération et sur l'esprit de conciliation de tous les peuples pour résoudre les difficultés de l'heure présente. Nous comptons aussi sur notre fermeté pour épargner à l'Europe le recours à la violence.

Lyon, 5 juin. — M. Daladier, président du Conseil, est rendu dimanche à Lyon par la voie des airs pour inaugurer le monument aux morts de l'École du service de santé métropolitain militaire. Le chef du gouvernement est arrivé sur le terrain d'aviation de Villacoublay, un peu avant 8 heures, suivi presque aussitôt de MM. Guy La Chambre, ministre de l'Air, et Campinchi, ministre de la Marine. M. Daladier, après avoir passé en revue le paquet d'honneur, a pris place, après que MM. Guy La Chambre et Campinchi, dans le « Potes 5 », qui a décollé du terrain de Villacoublay à 8 heures exactement. Les ministres sont arrivés à 10 h. 30, à l'aérodrome de Lyon, où ils ont été accueillis par MM. Herriot, Julien, ministre des P.T.T., Boissert, préfet, les généraux Gauthery et Dossé.

**La cérémonie d'inauguration**  
M. Daladier et les personnalités se rendent immédiatement à la place d'Arboretal, où a lieu la cérémonie d'inauguration. De nombreux représentants des corps médicaux étrangers par-

ticipent à la cérémonie, ainsi que diverses personnalités, notamment M. Ousky, ministre de la Tchécoslovaquie à Paris; le cardinal Gerlier, M. François Piétri, les parlementaires et les élus du département et de la ville. Huit bataillons de divers régiments, rendent les honneurs. A l'arrivée du cortège à la tribune officielle, la Garde républicaine joue la Marseillaise. Puis le professeur Nicolas, président du Comité du monument national, remet le monument au maître de Lyon.

**Le discours du président du Conseil**  
M. Daladier prend ensuite la parole. Ce monument, dit-il notamment, commémore le sacrifice de tant d'hommes et de tant de femmes à sa place sur la terre de France et il est juste que la ville de Lyon, assurant la formation des médecins et des pharmaciens de l'armée, en ait été instituée la gardienne. Chaque nouvelle génération, en venant chercher ici les connaissances techniques qui la rendent digne de ses grands ancêtres, trouvera devant ses yeux le rappel de leurs vertus. (Lire la suite page 2.)



LE DÉFILE DES TROUPES APRÈS L'INAUGURATION DU MONUMENT AUX MORTS DU SERVICE DE SANTÉ. (Belino France Presse)

## Les Tchèques et les Slovaques sont unis à jamais et nous ne permettrons à personne de nous séparer

**DÉCLARE M. DERER, ministre de la Justice de Tchécoslovaquie** cependant que 50.000 Slovaques, réunis à Bratislava, acclament le projet d'autonomie qui va être présenté au Parlement

Prague, 5 juin. — Prenant la parole dimanche après-midi, au cours des manifestations du 50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du parti social-démocrate tchécoslovaque, M. Y. Derer, ministre de la Justice, a déclaré : « Nous autres, Slovaques, nous sommes venus à Prague pour participer aux fêtes des socialistes-démocrates tchèques qui se tiennent toujours intéressés au sort de leurs frères slovaques. Nous avons derrière nous, non seulement les Slovaques socialistes-démocrates; mais tous les Slovaques de bonne volonté. » Présentant allusion aux fêtes du parti populaire autonome slovaque de Mgr Hlinka, qui se déroulaient à la même heure à Bratislava, le ministre a dit : « Les Tchèques et les Slovaques sont unis à jamais et nous ne permettrons à personne de nous séparer. » Après avoir rappelé les progrès réalisés en Slovaquie dans tous les domaines, depuis l'indépendance de la République, M. Derer a terminé son discours en citant la devise tchécoslovaque : « Fidélité pour l'État, vie pour vie et mort pour mort. »

**Une manifestation du parti populaire autonome slovaque**  
Bratislava, 5 juin. — « La Slovaquie autonome », tel est le mot d'ordre de la manifestation du parti populaire autonome slovaque qui se déroule actuellement à Bratislava. Plus de 50.000 personnes se sont réunies dimanche matin, sur la place de la Liberté pour assister à une messe solennelle célébrée par Mgr Hlinka, chef du parti. A la réunion qui a suivi, Mgr Hlinka a demandé au peuple s'il approuvait le projet de loi sur l'autonomie slovaque que le parti présentera la semaine prochaine. Un cri unanime lui a répondu : « Oui. » (Lire la suite page 2.)

### LA POLITIQUE INTÉRIEURE

## LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE GÉNÉRALE AU CONGRÈS NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE

**M. Marceau Pivert annonce son intention de mener en dehors du parti son activité révolutionnaire**



M. LÉON BLUM écoute un discours devant lui, M. MARX DORMOY. A droite, M. GRAZIANI. (Ph. Sarr.)

Boyan, 5 juin. — Au cours de la séance de dimanche matin, divers orateurs ont pris la parole sur le rapport moral. **Une offensive anticléricale**  
Mme Berthe Fatchère (Oise), dénonce « les menées cléricales contre l'école laïque ». Elle a reproché au parti de n'avoir pas mené avec assez de vigueur la campagne contre le Sénat. M. Kozopolski (Moselle), a dénoncé les « menées cléricales » contre la République dans les départements recouvrés et réclamé l'introduction des lois laïques en Alsace et Lorraine. M. Bevrat, secrétaire général adjoint, a répondu aux orateurs. Il a donné l'assurance que la lutte contre le Sénat sera poursuivie en ce qui concerne la défense laïque, il s'est associé aux observations qui ont été faites. Le rapport moral a été adopté par 6.188 mandats contre 1.820 et 308 abstentions. Parant sur le rapport administratif, M. Dufour (Seine), a donné quelques précisions sur l'aide apportée par le parti socialiste aux populations et aux combattants d'Espagne en ravitaillement en vivres.

**Rapports divers**  
La séance a été levée à midi. La séance de l'après-midi est ouverte à 14 h. 30. M. Jean Longuet développe et fait adopter son rapport sur l'activité de l'Internationale ouvrière socialiste. La discussion sur les Jeunesses s'installe ensuite. M. Herard marque la position de la minorité du parti qui votera contre le rapport présenté au nom des Jeunesses en raison notamment des mesures prises contre les étudiants socialistes. Le rapport est adopté à une énorme majorité. Mme Suzanne Buisson présente le rapport sur l'activité des femmes socialistes. Mme Suzanne Lacour fait un appel en faveur de l'Espagne républicaine.

**L'activité du groupe parlementaire**  
On discute ensuite la question du « Populaire »; puis le congrès examine l'activité du groupe parlementaire pendant l'année écoulée. M. Quinson, député de l'Ain, demande que le parti donne aux hommes qui, demain, pourront être chargés de construire



M. ZYROMSKI (en beret, à gauche) SUR LES MARCHES DU PALAIS FOCILLON

le gouvernement, des directives précises pour le cas où le ministre socialiste ou à direction socialiste se heurterait de nouveau à l'opposition du Sénat. M. Quinson voudrait que le parti décidât que, dans cette éventualité, les ministres socialistes ne pourraient se retirer qu'après en avoir référé soit au groupe parlementaire, soit au Conseil national, soit au congrès souverain du parti. M. G. Gouin, président du groupe parlementaire, rappelle ensuite l'action menée par les élus du parti, tant dans les commissions qu'au Parlement. On a reproché aux députés du parti de ne pas faire des tournées de propagande aussi fréquentes que les élus du parti communiste, mais ce parti affecte à cette forme de propagande des ressources bien supérieures.

**L'insurrection mexicaine**  
« Je ne dois pas cacher la gravité de l'heure présente », déclare le président Cardenas

Mexico, 5 juin. — Avant de quitter San Luis Potosí, le président Cardenas a adressé par radio un important message à la nation. Le président a formellement déclaré que le gouvernement poursuivra sa politique en faveur des ouvriers. Puis, il a rappelé l'opposition à la politique gouvernementale qui existe à l'intérieur et à l'extérieur du Mexique. « Je ne dois pas cacher la gravité de l'heure présente vécue par le Mexique. Le pays subit les conséquences de la campagne menée par les forces d'opposition à l'intérieur et au dehors du pays, pour faire obstacle à la marche normale de la nation. » M. Cardenas a adressé un appel à tous les Mexicains pour que, par une action conjointe, a-t-il dit, nous développons le programme d'industrialisation qui sauvera le pays en tirant des bénéfices de la riche chimie pétrolière qui revêt un pouvoir de la nation. »

**Les élections sénatoriales d'octobre**  
L'assemblée se préoccupe de la tactique à suivre pour les élections sénatoriales d'octobre. Les motions en présence sont renvoyées à la commission des résolutions. Le président fait connaître que trente-six orateurs sont inscrits dans le débat sur la politique générale. Le bureau demande aux orateurs de s'entendre entre eux pour limiter le nombre des inscrits. Cette proposition est adoptée. Le congrès décide de réintégrer MM. Roux et Canal. (Lire la suite page 2.)

**Chez les anciens combattants L'Union fédérale tient son congrès à Nice**

« Il nous faut faire notre âme unique, celle du soldat de la Marne et de Verdun », déclare M. Henri Pichot

Nice, 5 juin. — Au Congrès de l'Union fédérale des anciens combattants, M. H. Pichot, président de l'Union fédérale, a déclaré que les temps sont aussi sévères aujourd'hui qu'il y a un an. « Si nous voulons une convergence disciplinée des forces françaises pour que la France reprenne conscience d'elle-même, a-t-il ajouté, ressuscitons notre âme unique, celle du soldat de la Marne et de Verdun. » (Lire la suite page 2.)

**UN ACTE DE SABOTAGE fait dérailler l'express Paris - Vintimille près de Toulon**

AUCUN VOYAGEUR N'EST BLESSÉ

### LA GUERRE EN ESPAGNE

## Neuf avions espagnols qui survolaient l'Ariège lâchent une dizaine de bombes en territoire français sans faire de victimes

**M. Daladier donne l'ordre à notre aviation de prendre en chasse tout avion qui menacerait le territoire français dans la région pyrénéenne**

## L'ARMÉE NATIONALISTE DEVANT LES RICHES PLAINES DE CASTELLON ET DE VALENCE

Forç, 5 juin. — Dimanche matin, vers 8 h. 30, par une visibilité très déficiente, en raison de la brume intense qui couvrait les hautes montagnes, un groupe de neuf avions de nationalité inconnue a survolé le territoire français.

Les appareils peints en gris volaient à 1.000 mètres d'altitude environ en formation de trois. C'est entre Ax-les-Thermes et le village d'Orgeix, à 12 kilomètres environ de la frontière, que les avions ont lâché une dizaine de bombes. Les projectiles n'ont pas fait de victimes et aucune maison n'a été atteinte. Par contre, la ligne à haute tension d'Orlu, qui alimente le chemin de fer transpyrénéen et fournit l'énergie électrique à Toulouse et à une partie du Sud-Ouest, a été coupée.

Dès la nouvelle du bombardement, M. Jammes, préfet de l'Ariège, s'est rendu sur les lieux pour réconforter les populations et organiser un service d'ordre. Il a chargé les gardes mobiles de rechercher les points de chute des bombes. Déjà, de nombreux éclats ont été recueillis.

M. Paul Lafont, sénateur de l'Ariège, immédiatement avisé, s'est rendu dans la région atteinte. Après s'être mis en relations avec les autorités locales, il a envoyé au président du Conseil le télégramme suivant : « Je demande à interpellier le gouvernement sur le bombardement d'Ax-les-Thermes par des avions espagnols et sur les mesures qu'il compte prendre pour mettre fin à des incidents qui sont une si grave menace pour la paix. »

**LE CONGRÈS NATIONAL DES SYNDICATS CHRÉTIENS réclame un code du travail**

basé sur ces deux idées-forces : liberté syndicale, collaboration des organisations ouvrières et patronales



L'ESTRADE DU CONGRÈS. (On remarque au premier plan, la poétesse de la Fédération du Nord.) (Ph. N.Y.T.)

C'était dimanche la 3<sup>e</sup> journée du congrès national de la C. F. T. C. Les syndicats chrétiens ont étudié les problèmes complexes que posent les lois sociales et leur application. Le matin, M. Jean Pèze, secrétaire-général adjoint, analysa la position de la C. F. T. C. en regard des dispositions de la loi des assurances sociales et des révisions. L'après-midi, le congrès a discuté sur les congés payés, les conventions collectives, la conciliation et l'arbitrage, l'absence de travail dans la profession, en respectant bien entendu les intérêts généraux et en donnant à l'Etat le droit de contrôle qui lui revient. Le salaire minimum, l'aide à la famille ouvrière, le droit pour toutes les entreprises syndicales d'avoir un service de placement, la nécessité d'une surveillance étroite de la gestion sociale confiée par l'Etat et confiée aux corps professionnels compétents, parmi les principales suggestions de la C. F. T. C. Enfin, une intéressante suggestion fut faite pour la retraite des vieux travailleurs qui pourrait être assurée par des heures supplémentaires de travail effectuées par les travailleurs.